

EFFECTIVITE DE L'ACCES DES FEMMES A LA TERRE ET A L'EAU A USAGE AGRICOLE

Une alternative à l'insécurité alimentaire au Sahel



Par Ibrahima DIALLO Mis en ligne le 2011-12-15 01:56:46

Le RADI, en partenariat avec le CRDI a organisé un atelier national de restitution des résultats « provisoires » de l'étude sur l'« Effectivité des droits économiques des femmes au Sahel : cas du droit à l'eau à usage agricole en Mauritanie, au Niger et au Sénégal ». A cette occasion, Kathryn Touré, Directrice régionale Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre-CRDI a montré que l'accès des femmes à la terre et à l'eau à usage agricole est bon moyen de lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel.

Œuvrer à l'effectivité de l'accès des femmes à la terre et à l'eau à usage agricole est synonyme de « plus d'équité et d'efficacité dans l'utilisation de l'eau », mais aussi contribue à la « sécurité alimentaire ». C'est Kathryn Touré, Directrice régionale Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre-CRDI qui s'exprimait ainsi hier mercredi

14 décembre à Dakar lors de la restitution de l'étude sur l'« Effectivité des droits économiques des femmes au Sahel : cas du droit à l'eau à usage agricole en Mauritanie, au Niger et au Sénégal » à l'initiative du RADI et financée par le CRDI.

De l'avis de Kathryn Touré, le choix de ces thématiques est important dans un monde où l'accès à l'eau va se poser avec acuité les années à venir du fait de la raréfaction de plus en plus des ressources en eau. C'est pourquoi elle estime que c'est bon de poser le problème aujourd'hui et essayer ensemble d'y apporter des réponses par anticipation. Pour la Directrice régionale du CRDI, l'accès à l'eau à usage agricole des femmes est miné de risques, les besoins en eaux de ces dernières n'étant pas visibles et étant marginalisés par les hommes qui gèrent les points d'eau, prennent des décisions.

Toutefois, a précisé Racine Senghor, le Directeur de cabinet du ministre de la Culture, du Genre et du Cadre de vie, ces formes de discriminations sont prohibées par les lois et Conventions internationales. « L'accès des femmes à la terre et à l'eau est un droit garanti par les textes. Malgré l'adoption de ces instruments, les pesanteurs socioculturelles persistent, freinant du coup l'accès effectif des femmes à la terre et à l'eau à usage agricole. Or, leur autonomisation, insuffisamment explorée, est très importante dans le développement économique et social et pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) » a-t-il reconnu.

Seulement, a souligné Mazide Ndiaye, président du RADI, le retard dans l'effectivité de l'accès des femmes à la terre et à l'eau à usage agricole découle de la société avec la prédominance du mâle qui est ancrée dans nos cultures et devient du coup normal. « C'est cette normalité qu'il faut attaquer par une autre méthode ». Pour cela, « ce ne sont pas seulement les hommes qu'il faut convaincre, mais aussi la majorité des femmes, qui ont reçu la même éducation que ces hommes, la jeune génération n'ayant pas ce problème ».

Suffisant pour qu'il prône la responsabilisation des femmes. « Le plaidoyer doit viser à responsabiliser les femmes. Le travail de la base vers le sommet ayant atteint ses limites, il faut œuvrer à travailler du haut vers le bas. Il faut qu'on se concentre sur comment responsabiliser la femme au niveau des sphères de décision ».

S'y ajoute également un changement de méthode dans le plaidoyer. « L'étude doit permettre de changer de méthode dans le plaidoyer car on a fait beaucoup d'erreur, mais les choses ont changées. L'étude se base sur des faits, donc le plaidoyer doit changer car il a atteint ses limites, un obstacle. La chose a changé, il faut inventer une nouvelle méthode ».

Oumou Khaïry Niang Mbodji, Coordinatrice de la recherche, a rappelé que les rapports sociaux de sexes qui véhiculent le pouvoir des hommes affectent d'emblée les politiques et programmes qui également agissent sur ces rapports sociaux. Ce qui accentue la pauvreté et la vulnérabilité des femmes dans un contexte marqué par la raréfaction des ressources en eau.